AVIS

COUR DU BANC DU ROI DU MANITOBA

OBJET : RÉVISION DU CAUTIONNEMENT À LA COUR DU BANC DU ROI

Rappel : l'avis du 14 novembre 2014 (ci-joint) concernant la nécessité d'aviser par courriel le coordonnateur des motions en droit criminel qu'une révision de cautionnement **contestée** sera entendue à la Cour du Banc du Roi demeure en vigueur. Par conséquent, **si un avocat ou une avocate ne confirme pas par courriel au coordonnateur des motions en droit criminel qu'une affaire sera entendue** conformément aux lignes directrices énoncées dans cet avis, **la requête ne sera pas entendue comme une affaire contestée.**

DONNÉ PAR :

« Original signé par le juge en chef Joyal »

**Monsieur le juge en chef Glenn D. Joyal
Cour du Banc du Roi du Manitoba**

DATE : 29 avril 2025

Pièce jointe

AVIS

COUR DU BANC DE LA REINE DU MANITOBA

OBJET : RÉVISION DU CAUTIONNEMENT À LA COUR DU BANC DE LA REINE

Lorsque le procureur ou l'accusé présentent une demande de révision d'une ordonnance concernant une mise en liberté provisoire par décision judiciaire, en l'absence d'une excuse raisonnable justifiant le non-respect des échéances indiquées ci-après, la demande ne sera pas entendue en tant que demande **contestée**, **sauf si** la demande et tous les documents à l'appui ont été déposés selon ces échéances **et** que l'avocat confirme par courriel au coordonnateur des motions en droit criminel que la cause sera effectivement entendue à la date prévue :

- 16 h le lundi si la demande doit être entendue le jeudi suivant;
- 16 h le jeudi si la demande doit être entendue le lundi suivant.

Le non-respect de ces lignes directrices constituera une renonciation valable à la comparution de l'accusé.

DONNÉ PAR :

« Original signé par le juge en chef Joyal »

**Monsieur le juge en chef Glenn D. Joyal
Cour du Banc de la Reine du Manitoba**

DATE : 14 novembre 2014